

## Le billet de Silvana Paruolo

juin 2008

### VU DE ROME : APRES LE VOTE IRLANDAIS ... QUESTIONS SUR L'EUROPE

par Silvana Paruolo \*, Segretario per l'Europa & Team Europe -UE

Avec leur référendum, en juin 2008, les Irlandais ont rejeté le Traité de Lisbonne qui d'un coup redevient d'extrême actualité. Le processus de ratification doit continuer... Mais y a-t-il un lien avec les précédents rejets, français et hollandais (Pays fondateurs) ?

Oui. C'est la raison pour laquelle le message qu'il faut en tirer, à mon avis, ne regarde pas seulement le Traité de Lisbonne ; mais regarde – aussi et surtout – l'Union Européenne telle qu'elle est et ses modalités de dépense de l'argent communautaire (qu'il s'agisse de la PAC, de la politique de formation tout au long de la vie (LLL -lifelong learning, etc). Le nombre de citoyens européens qui en profite est limité à de petites castes de privilégiés, de politiciens et de « malaffare » !

D'où, la nécessité non seulement de relancer l'Union, mais aussi de procéder à une réforme profonde de l'Union, pour qu'elle puisse vraiment s'engager (avant tout) dans la construction d'un Espace Social – européen et mondial - conçu comme un ensemble articulé de politiques, de droits et de responsabilité sociale des entreprises, et de relations industrielles.

Cela implique plus d'Europe - politiquement forte, et cohérente avant tout - pour trouver des solutions aux problèmes que, dans le contexte de la mondialisation, aucun pays ne peut résoudre tout seul : la gestion du commerce mondial avec plus de règles sociales et environnementales et plus de réciprocité ; la question des flux migratoires (grâce à une coopération différente et plus efficace) ; la sécurité alimentaire et énergétique ; la concurrence des pays émergents pour s'assurer d'avance les matières premières ; la croissance des inégalités et de la pauvreté extrême, etc.

Mais cela implique aussi que l'Union Européenne soit radicalement réformée, afin que les bénéficiaires de ces politiques (réformées et/ou nouvelles) puissent être tous les citoyens européens et du monde mais aussi l'environnement.

Ainsi, il faut une Europe plus intégrée, plutôt qu'une Europe - toujours plus intergouvernementale - basée uniquement sur des grands projets. Et il faut une Europe avant tout capable de se faire entendre dans le monde (bien que des pays - comme le Congo, par exemple, ou ceux du Pacte Andin – préfèrent les investissements et les prêts des Chinois ou des USA et d'autres pays émergents aux aides de l'UE conditionnées à des règles sociales et environnementales) ; c'est-à-dire, il faut une Europe qui sache aussi imaginer des actions stratégiques dans le cadre de l'OMC, l'Organisation Mondiale du commerce, de l'OIT, l'Organisation Internationale du Travail, (dont les Conventions fondamentales ne suffisent pas pour faire face aux effets sociaux et salariaux de la globalisation) et de tous les autres organismes de l'ONU ; ainsi que de toutes les autres organisations internationales dont font également partie les pays membre de l'Union Européenne. La revendication d'un travail décent et les instruments aujourd'hui disponibles ne suffisent pas. L'Union Européenne doit repenser ses modes d'intervention et il serait judicieux d'arrêter aussi un agenda.

Malheureusement, les messages que les citoyens peuvent tirer de la décision de sortir la Charte des droits fondamentaux du traité de Lisbonne ; ainsi que de l'accord politique sur la directive européenne sur la durée maximale du travail (sur lequel j'espère que le Parlement européen saura, et pourra intervenir avec force) ; ainsi que des arrêts de la Cour de Justice Européenne sur les cas Laval, Viking et Ruffert – tous – vont plutôt dans un autre sens. Nous ne pouvons pas retourner aux conditions socio-sanitaires de la première révolution industrielle ! Pourquoi donc être surpris des « Non » français, hollandais et irlandais ? Et que faire ? S'engager dans la construction d'une dimension européenne ou plonger dans des sombres nationalismes ?

24 juin 2008

\* Syndicaliste à la CGIL, première confédération syndicale italienne.